



The Deloitte CFO Survey

Un été sous le signe de l'optimisme

Été 2017

Points-clés du sondage

Sujets abordés ce trimestre

04

Prévisions économiques et des entreprises

05

Indicateurs des entreprises

06

Investissements (numériques)

07

Insécurité

08

Risques et politique monétaire

09

Annexe : résultats supplémentaires

10

Contexte macroéconomique

12

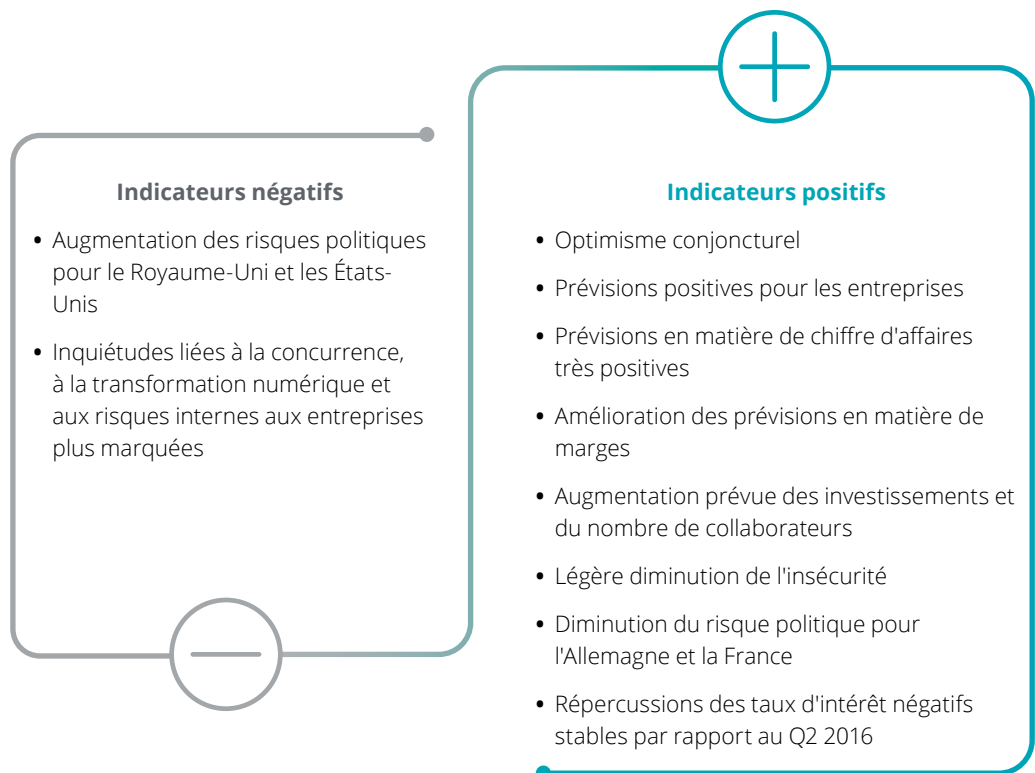
À propos de l'étude

13

Contacts et auteurs

Les bonnes nouvelles sont nettement majoritaires pour cette édition du CFO Survey : les prévisions conjoncturelles, les prévisions des entreprises ainsi que les prévisions en matière de chiffre d'affaires ont été jugées avec optimisme par une majorité des responsables financiers participants. Les prévisions en matière de marge s'améliorent également, avec une petite majorité des CFO qui s'attendent à des marges en augmentation. Les prévisions en matière d'investissements et du nombre de collaborateurs progressent également. En revanche, les risques géopolitiques restent particulièrement présents, notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Graphique 1. Indicateurs positifs et négatifs ce trimestre





Des prévisions optimistes pour l'économie et les entreprises

71% 6 pp ▲

jugent positivement les perspectives économiques suisses pour les 12 prochains mois.

Les CFO suisses restent optimistes. 71% jugent positivement les prévisions conjoncturelles pour les 12 prochains mois. 66% s'attendent à un développement positif des entreprises sur cette même période.



Des prévisions en matière de marges de nouveau positives

38% 13 pp ▲

sont optimistes quant aux perspectives financières de leur entreprise au cours des 12 prochains mois.

Les prévisions en matière de chiffre d'affaires continuent à s'améliorer : un peu plus de trois quarts des répondants sont optimistes pour les 12 mois à venir. Les prévisions en matière de marges s'améliorent également et une majorité des répondants s'attendent à une augmentation des marges (38% prévoient une augmentation, contre 28% qui prévoient une réduction). Les prévisions en matière d'investissements et du nombre de collaborateurs s'améliorent également.

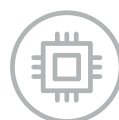


Accroissement de l'insécurité politique au Royaume-Uni et aux États-Unis

71% 11 pp ▲

estiment que l'insécurité politique aux États-Unis est élevée.

L'insécurité reste globalement élevée selon les CFO, avec toutefois les valeurs les plus faibles depuis l'introduction de la valeur plancher pour le franc suisse. On voit deux tendances se dégager en matière de risques politiques : leur importance diminue pour l'Allemagne et la France alors qu'elle augmente pour le Royaume-Uni et les États-Unis.



La numérisation reste une priorité du côté des investissements

80%

estiment que la numérisation est la priorité principale en matière d'investissements.

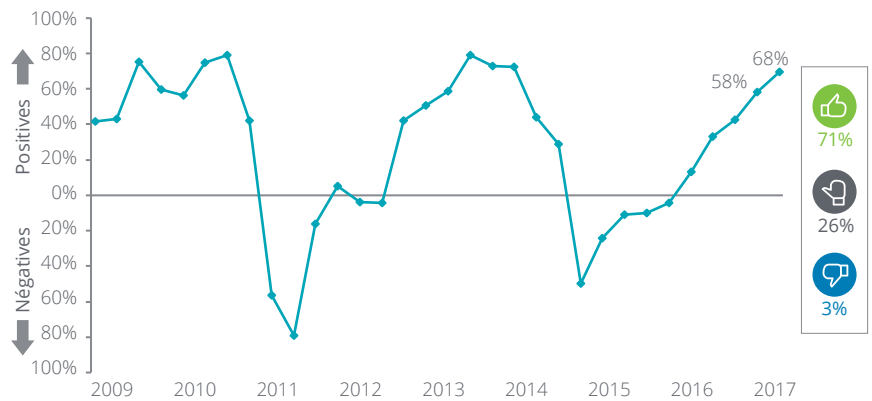
L'importance de la numérisation a considérablement augmenté au cours des dernières années : 80% des répondants estiment ainsi que la numérisation est de plus en plus prioritaire. Viennent ensuite les investissements liés aux capacités numériques des collaborateurs. La numérisation est majoritairement évoquée pour le développement et la gestion des processus internes, mais la numérisation des canaux de distribution, des produits et services et les modèles commerciaux numériques sont également prioritaires pour de nombreuses entreprises.

L'optimisme reste de mise

Les prévisions conjoncturelles des CFO suisses pour les 12 prochains mois se sont encore améliorées et atteignent ce trimestre leur plus haut niveau depuis mi-2014. 71% des répondants sont optimistes contre seulement 3% de pessimistes.

Graphique 2. Prévisions conjoncturelles

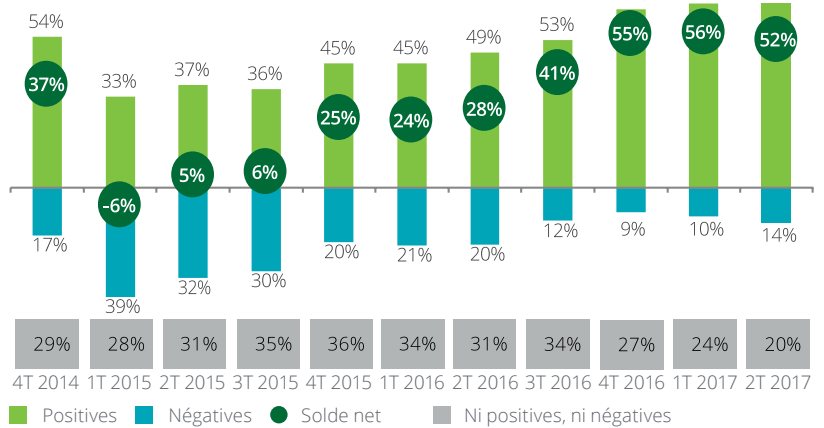
Solde net des CFO jugeant positivement/négativement les perspectives conjoncturelles de la Suisse au cours des douze prochains mois



Les prévisions des entreprises pour les 12 prochains mois restent toujours à un niveau élevé. Ce sont ainsi deux tiers des répondants qui se montrent optimistes. Le nombre de pessimistes a malgré tout légèrement augmenté, avec 14% des CFO interrogés.

Graphique 3. Perspectives financières des entreprises

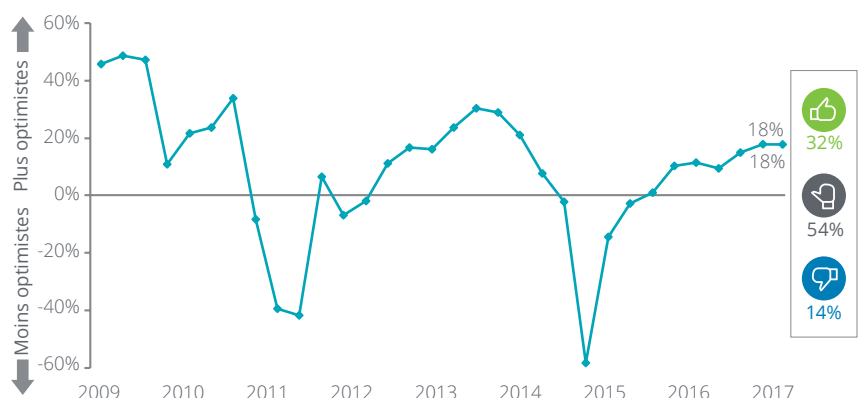
Selon vous, quelles sont les perspectives financières de votre entreprise au cours des 12 prochains mois ?



La comparaison se veut également positive par rapport aux trois mois qui viennent de s'écouler. Depuis maintenant 7 trimestres, une majorité des répondants estiment que les perspectives pour leur entreprise sont meilleures par rapport au trimestre précédent. Cette majorité arrive, avec un solde net de 18%, pratiquement au niveau du trimestre précédent.

Graphique 4. Perspectives financières des entreprises par rapport au trimestre précédent

Solde net montrant comment les CFO voient les perspectives financières de leur entreprise aujourd'hui par rapport au trimestre précédent

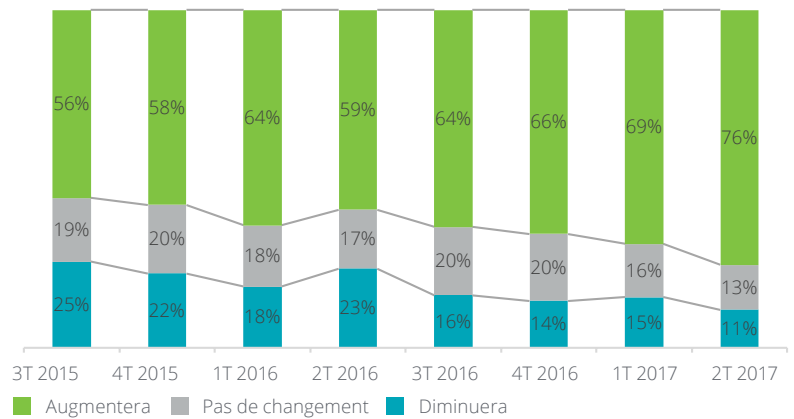


Forte amélioration des perspectives des entreprises

L'amélioration des indicateurs détaillés des entreprises est particulièrement marquée. Comme depuis près de deux ans, les prévisions en matière de chiffre d'affaires sont positives, affichant même une augmentation ce trimestre par rapport aux précédents. 76% des CFO interrogés s'attendent ainsi à une augmentation du chiffre d'affaires de leur entreprise au cours des prochains mois, contre seulement 11% qui s'attendent à un repli. Enfin, le nombre de répondants n'attendant aucune évolution du chiffre d'affaires de leur entreprise atteint sa plus faible valeur depuis le 3T 2015.

Graphique 5. Prévisions en matière de chiffre d'affaires

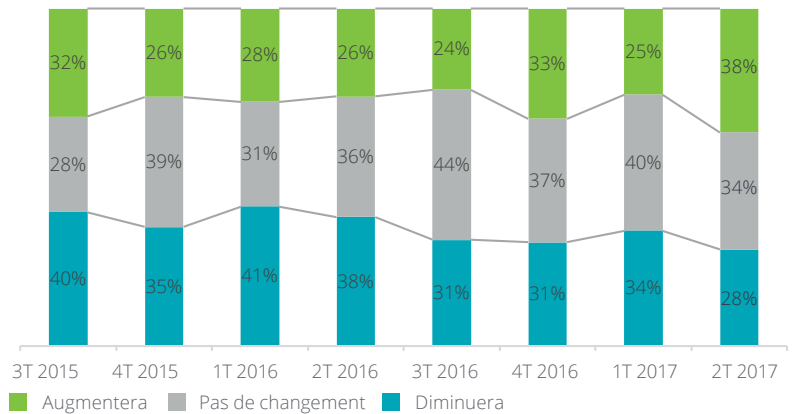
Pourcentage des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution du chiffre d'affaires de leur entreprise au cours des 12 prochains mois



Les prévisions en matière de marges sont moins optimistes, avec malgré tout une augmentation par rapport au trimestre précédent. C'est la deuxième fois en deux ans qu'une majorité des répondants s'attend à une augmentation des marges opérationnelles. 28% prévoient un repli de leurs marges et 38% prévoient une amélioration. On voit ainsi deux tendances se dégager entre les entreprises qui restent impactées par la pression sur les marges et celles qui ont réussi, au moins partiellement, à y résister.

Graphique 6. Prévisions en matière de marges

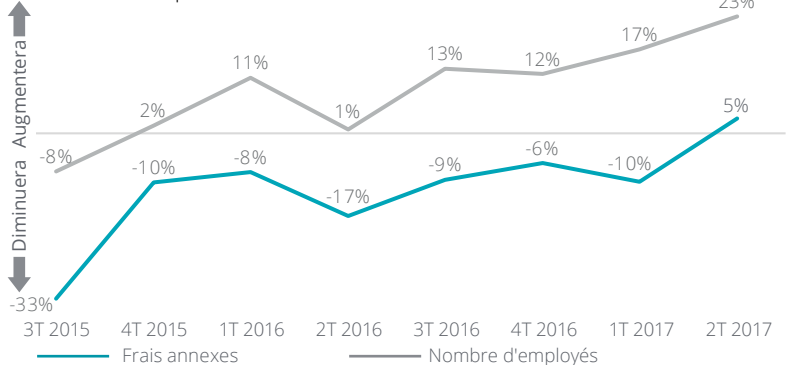
Pourcentage des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution des marges opérationnelles de leur entreprise au cours des 12 prochains mois



Cette amélioration des recettes se reflète également dans les prévisions relatives aux différentes catégories de dépenses, qui augmentent toutes et affichent un solde net positif. Les dépenses discrétionnaires gagnent ainsi 15 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent (solde net de 5%). Quant aux prévisions concernant l'évolution du nombre de collaborateurs dans les 12 prochains mois, une nette majorité des répondants s'est exprimée pour une augmentation (solde net de 23%).

Graphique 7. Dépenses discrétionnaires et nombre de collaborateurs

Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution des dépenses discrétionnaires et du nombre de collaborateurs de leur entreprise au cours des 12 prochains mois

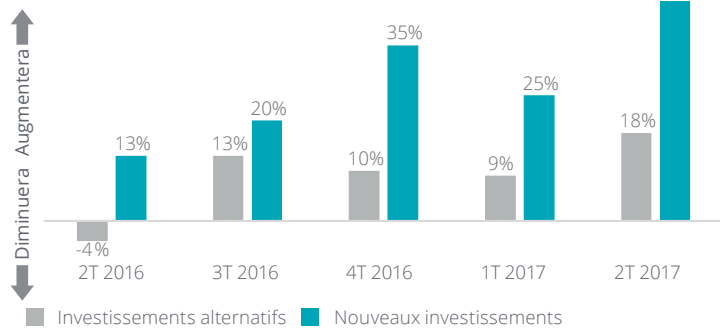


Un goût prononcé pour les investissements

Les prévisions en matière d'investissements au cours des 12 prochains mois connaissent une augmentation tout aussi forte. On voit notamment une importante hausse du côté des nouveaux investissements, avec un solde net atteignant 44%.

Graphique 8. Prévisions en matière d'investissements

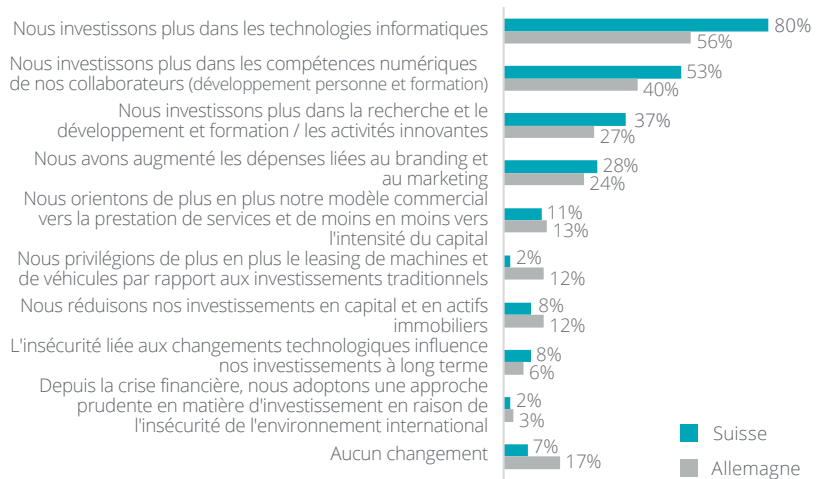
Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation/diminution des nouveaux investissements et des investissements alternatifs au sein de leur entreprise au cours des 12 prochains mois



On voit depuis plusieurs années une tendance claire se dessiner au niveau des priorités d'investissement : les investissements liés aux technologies numériques sont prioritaires pour quasiment toutes les entreprises suisses (80%). Les entreprises suisses sont ainsi bien plus concernées que les entreprises allemandes (56% - la même question a été posée dans la CFO Survey en Allemagne). Les investissements liés aux capacités numériques des collaborateurs sont aussi bien placés.

Graphique 9. Priorités en matière d'investissements

Dans quelle mesure les priorités de votre entreprise en matière d'investissement ont-elles évolué au cours des dernières années ? (plusieurs réponses possibles)

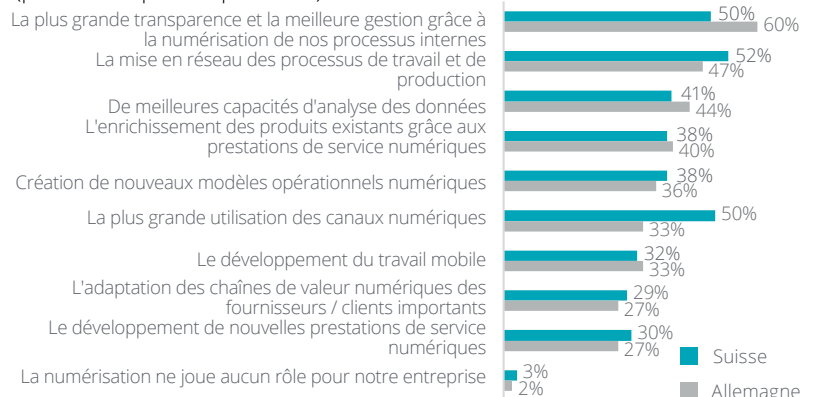


Source : CFO Survey en Suisse et en Allemagne (2016)

Le développement et la gestion des processus internes restent une priorité dans les deux pays. Mais la numérisation des canaux de distribution, des produits et services ainsi que les modèles commerciaux numériques sont également prioritaires pour beaucoup de CFO. Les canaux de distribution sont particulièrement importants pour les entreprises suisses, 50% y voyant une priorité, contre seulement 33% des entreprises allemandes. Quasiment aucune entreprise n'estime que la numérisation n'a aucune importance, avec seulement 3% des répondants en Suisse et 2% en Allemagne.

Graphique 10. Priorités en matière de numérisation

Quelles sont les priorités de votre entreprise en matière de numérisation ? (plusieurs réponses possibles)



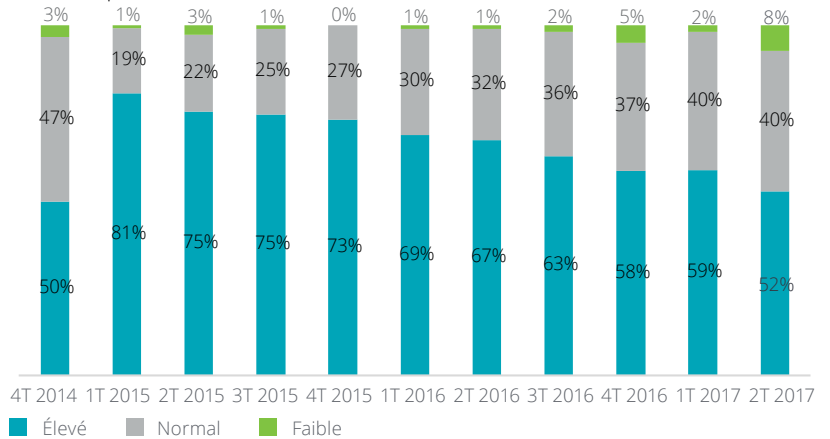
Source : CFO Survey en Suisse et en Allemagne (2016)

L'insécurité persiste, mais diminue

Selon les CFO, l'insécurité avait progressivement diminué au cours des derniers trimestres. Après une très légère augmentation au trimestre précédent, l'insécurité perçue dans l'environnement économique et financier diminue ce trimestre pour atteindre sa plus faible valeur depuis la suppression du taux plancher du franc suisse par rapport à l'euro. Celle-ci est plus élevée que fin 2014, mais nettement plus faible qu'au Q1 2015 où elle avait atteint un record (81%).

Graphique 11. Insécurité

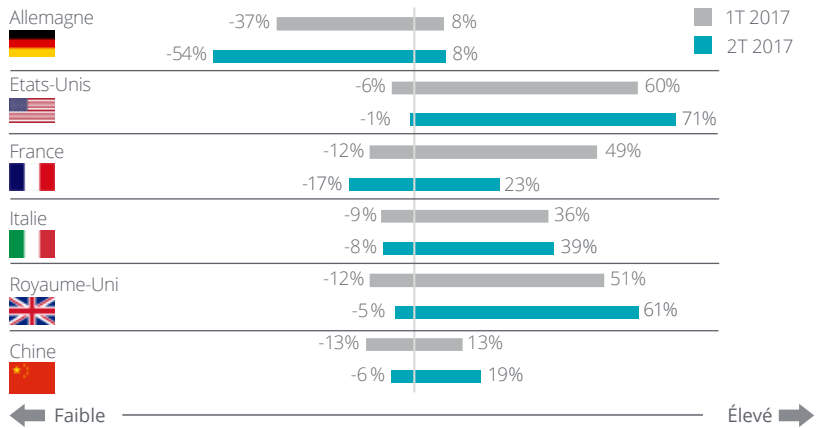
Comment jugez-vous le niveau actuel d'insécurité dans l'environnement économique et financier ?



Même si l'insécurité politique perçue est globalement en repli, cette évolution reste inégale en fonction des principaux risques commerciaux de la Suisse. Par rapport au trimestre précédent, elle a nettement diminué dans les pays d'Europe continentale que sont l'Allemagne et la France (suite à l'élection présidentielle en France) et est restée changée en Italie. On note en revanche que l'insécurité perçue envers les pays anglo-saxons (États-Unis et Royaume-Uni) a fortement augmenté à cause du gouvernement américain, des élections au parlement britannique et des négociations entourant le Brexit. C'est vis-à-vis des États-Unis que l'insécurité est perçue comme étant la plus forte, avec seulement 1% de répondants qui estiment qu'elle est faible contre 71% qui estiment qu'elle est élevée (chiffres détaillés pour ce trimestre en annexe).

Graphique 12. Risques chez les partenaires commerciaux

Pour les partenaires commerciaux de la Suisse qui suivent, comment jugez-vous le niveau actuel d'insécurité politique pour votre entreprise ?



L'insécurité et les risques décroissants se reflètent également dans les bilans des entreprises. Depuis son apogée après la suppression du taux plancher début 2015, le pourcentage d'entreprises évoquant des risques en augmentation dans leurs bilans continue à diminuer. Pour la deuxième fois consécutive, les risques perçus diminuent à nouveau pour ce trimestre (solde net négatif). Cela devrait, avec l'amélioration des perspectives économiques, contribuer à une volonté accrue d'investissement (graphique 8).

Graphique 13. Degré de risque financier

Comment l'importance des risques dans votre bilan a-t-elle évolué au cours des 12 derniers mois ? (solde net)



Risques et politique monétaire

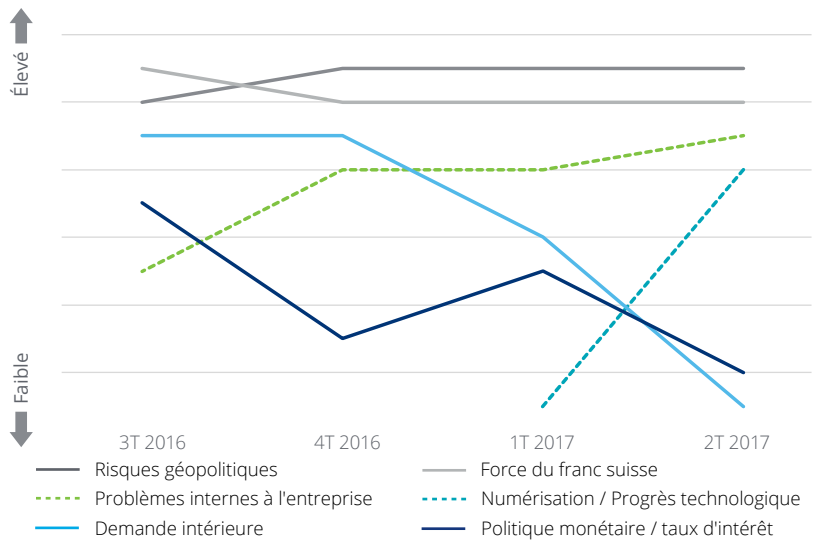
Selon les CFO suisses, les risques les plus importants restent de loin les risques géopolitiques et la force du franc suisse. On note cependant un revirement de tendance. Alors qu'il y a un an, les inquiétudes liées aux risques conjoncturels sur le territoire national et à l'étranger ou les risques liés à la politique monétaire étaient particulièrement marqués, on retrouve aujourd'hui derrière les deux principaux risques évoqués des sujets plus proches des entreprises comme les marges ou d'autres risques internes à l'entreprise (une liste des risques perçus ce trimestre se trouve en annexe). De meilleures perspectives économiques pour la Suisse et ses principaux partenaires commerciaux d'une part et une meilleure adaptation aux risques externes d'autre part permettent aux sujets plus proches des entreprises de gagner en importance. La numérisation est également de plus en plus évoquée en tant que risque. Les défis liés aux nouveaux modèles commerciaux numériques ou les risques liés à la cybersécurité ont ainsi été mentionnés.

Le revirement des taux d'intérêt a déjà commencé aux États-Unis et la Banque centrale européenne a pris les premières mesures (minimales) vers la fin du relâchement quantitatif. Dans ce contexte, quand le revirement des taux d'intérêt arrivera-t-il en Suisse ? Même si la majorité des CFO table sur 2018 ou 2019, donc un revirement assez rapide, les prévisions sont malgré tout plus pessimistes que lorsque la même question a été posée fin 2015. Alors que seulement 17% des CFO estimaient que le revirement prendrait au moins 3 ans à prendre effet lors du Q4 2015, ils sont désormais 30%. Dans l'environnement actuel, un revirement des taux d'intérêt en Suisse ne peut prendre effet qu'après le reste de la zone euro. L'évolution des taux d'intérêt en Suisse semble donc appartenir encore au futur.

Les répercussions des taux d'intérêt négatifs n'ont que peu évolué au cours de l'année passée. Une majorité indique tout de même être impactée de manière négative, même si cette majorité est moins importante qu'au 2T 2016 (lorsque la même question a été posée). Le nombre de CFO indiquant ne pas être concernés augmente légèrement, tout comme le pourcentage de CFO impactés de manière positive. Ces derniers ne sont toutefois qu'au nombre de 10%.

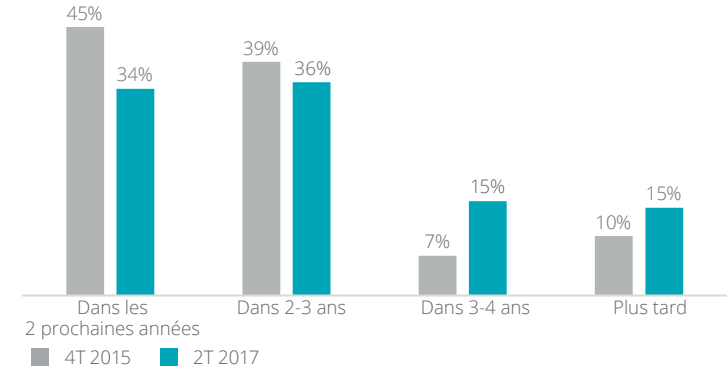
Graphique 14. Risques

Pour votre entreprise, quels sont les principaux risques internes et/ou externes au cours des 12 prochains mois ? (Indication de 3 risques au maximum)



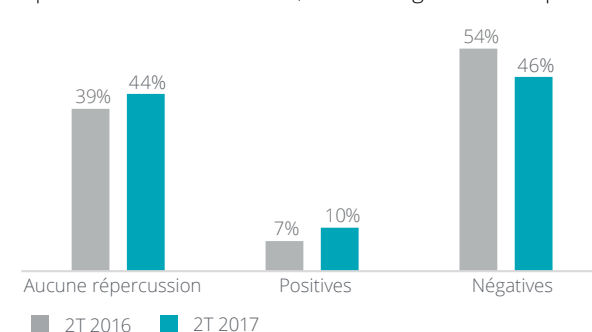
Graphique 15. Prévisions sur les taux d'intérêt

Quand anticipez-vous un revirement des taux d'intérêt (augmentation des taux directeurs) en Suisse ?



Graphique 16. Répercussions des taux d'intérêt négatifs

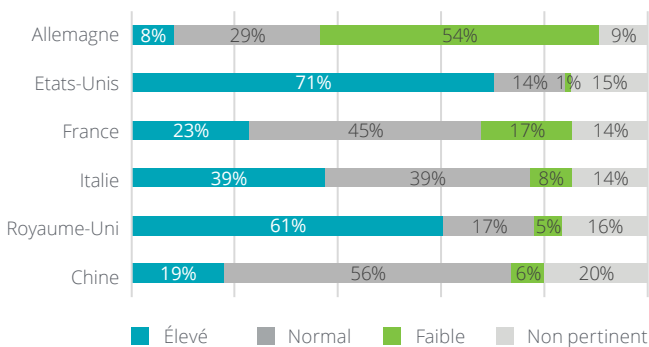
Votre entreprise ressent-elle les répercussions des taux d'intérêt négatifs sur les dépôts ou les crédits ? Si oui, sont-elles globalement positives ou négatives ?



Annexe : résultats supplémentaires

Risques chez les partenaires commerciaux

Pour les partenaires commerciaux de la Suisse qui suivent, comment jugez-vous le niveau actuel d'insécurité politique pour votre entreprise ?



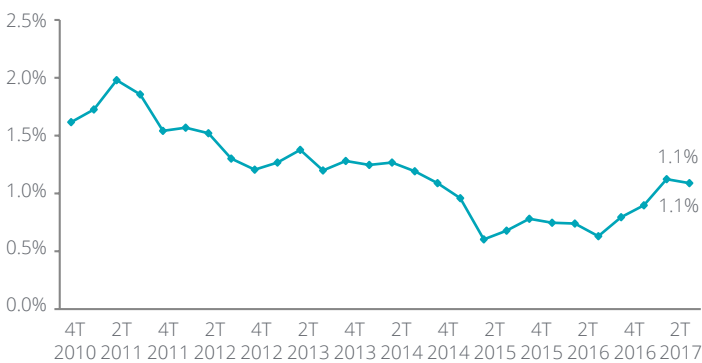
Risques

Pour votre entreprise, quels sont les principaux risques internes et/ou externes au cours des 12 prochains mois ? (Indication de 3 risques au maximum)

2T 2017	1T 2017	Facteur de risque
1	1	Risques géopolitiques
2	2	Force du franc suisse
3 ▲	4	Problèmes internes à l'entreprise
4 ▲	11	Numérisation / Progrès technologique
5	5	Réglementations
6 ▼	3	Pression sur les prix / les marges
7 ▲	10	Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
8 ▲	9	Pression concurrentielle
9 ▼	8	Demande extérieure
10 ▼	7	Politique monétaire / taux d'intérêt
11 ▼	6	Demande intérieure
12 ▲	14	Système financier
13 ▼	12	Prix des matières premières
14 ▼	13	Barrières commerciales
15	15	Politique fiscale suisse

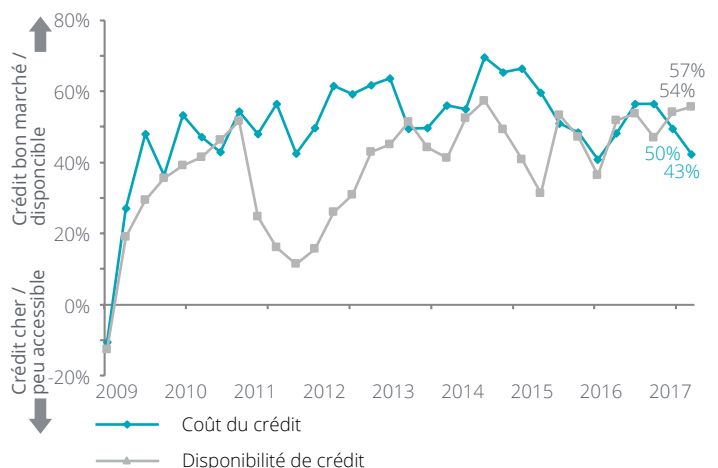
Prévisions en matière d'inflation

Quel taux d'inflation annuel (mesuré à l'indice suisse des prix à la consommation) prévoyez-vous dans 2 ans ?



Coûts et disponibilité du crédit

Comment jugez-vous les coûts généraux liés à l'octroi de nouveaux crédits et la disponibilité des crédits pour les entreprises ? (solde net)



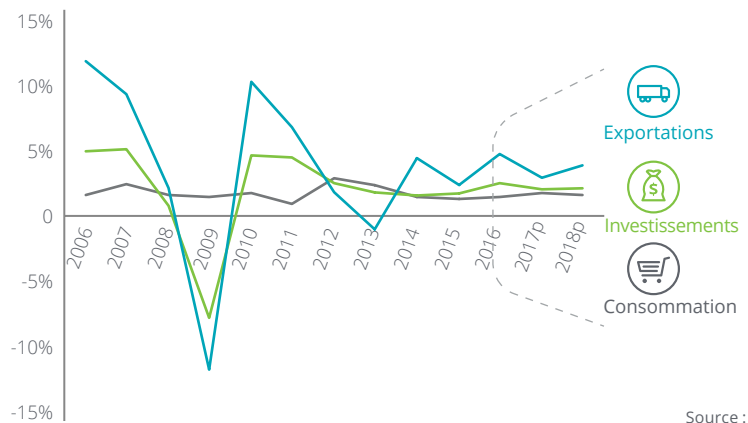
Contexte macroéconomique

Les pronostics de croissance du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) restent positifs, mais doivent être corrigés à la baisse. Le SECO table actuellement sur une croissance du PIB à 1,4% pour 2017 et 1,9% en 2018. Les exportations jouent également un rôle de soutien, notamment grâce aux prévisions de croissance réjouissantes à l'international.

La tendance est très claire depuis l'année dernière : alors que l'Europe continentale surprend agréablement les marchés, il en va tout autrement pour les pays anglo-saxons que sont le Royaume-Uni et les États-Unis. Les mauvaises surprises s'y succèdent, en particulier dans le paysage politique, avec des répercussions sur le potentiel de croissance (notamment l'accès au marché après le Brexit). On peut toutefois envisager à l'avenir une croissance économique positive dans les trois principaux blocs économiques mondiaux que sont les États-Unis, la zone euro et la Chine, ainsi qu'une reprise de la croissance économique mondiale.

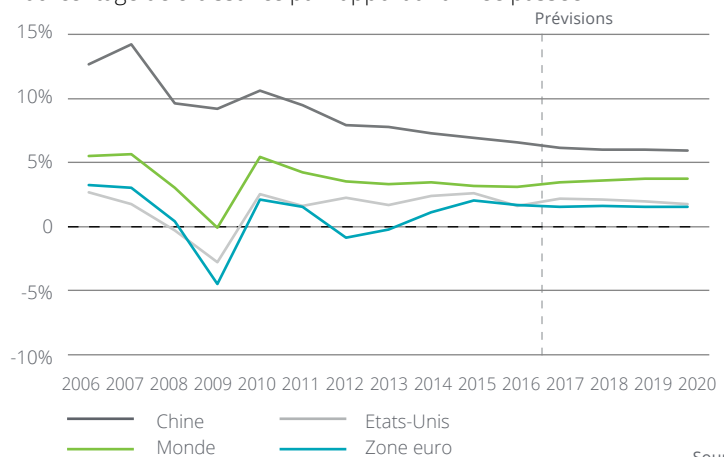
Le revirement des taux d'intérêt se poursuit aux États-Unis. Non sans être critiquée, la Réserve fédérale des États-Unis a de nouveau relevé les taux d'intérêt. Elle souhaite réduire son propre bilan et réfléchir publiquement à un objectif plus élevé en matière d'inflation afin de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour répondre à la récession à venir. Un revirement des taux d'intérêt en Suisse semble encore éloigné comme le montre le graphique 12.

Graphique 17. Des prévisions toujours positives pour la croissance suisse
Pourcentage de croissance par rapport à l'année passée



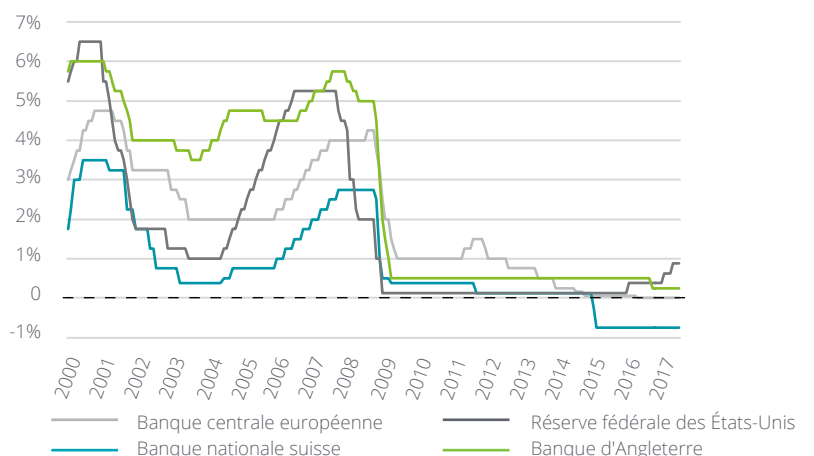
Source : SECO

Graphique 18. L'économie mondiale récupère
Pourcentage de croissance par rapport à l'année passée



Source : FMI

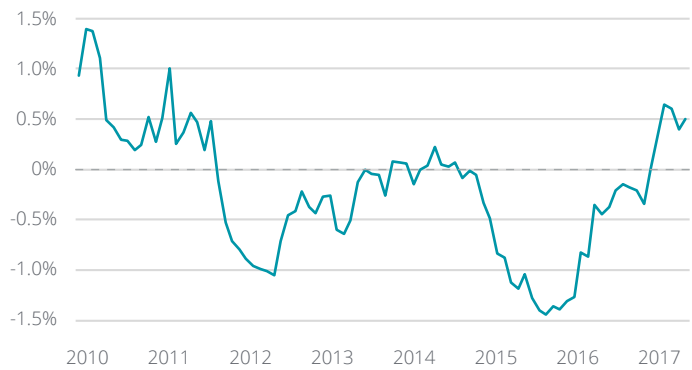
Graphique 19. Revirement des taux d'intérêt aux États-Unis



Source : Banque nationale suisse

Les prix ont cependant évolué en Suisse : depuis le début de l'année, l'indice des prix à la consommation est de nouveau positif. La Banque nationale suisse prévoit ainsi une inflation de 0,3% pour 2017 et 2018 et de 1,0% pour 2019.

Graphique 20. Inflation de nouveau positive en Suisse



Source : Banque nationale suisse

Les risques politiques bénéficient d'une attention toute particulière en ce moment, ce qui est tout à fait justifié. Mais on a tout de même tendance à oublier que les perspectives économiques globales se sont considérablement améliorées, à la fois pour l'économie mondiale et pour les principaux partenaires commerciaux de la Suisse. Malgré toutes les nouvelles dramatiques et les circonstances partiellement défavorables, la reprise économique devrait donc se poursuivre en Suisse.

Dr. Michael Grampp
Chief Economist and Head of Research



À propos de la Deloitte CFO Survey

Le sondage analyse les comportements des directions financières en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risques. Il est conçu de manière à identifier les tendances et principaux changements au sein des entreprises suisses. La CFO Survey est une publication unique en son genre en Suisse qui est publiée tous les trimestres depuis le 3T 2009.

Pour le printemps 2017, la 32ème édition de la CFO Survey a été réalisée du 29 mai au 26 juin 2017. Au total, 101 CFO représentant des sociétés cotées et de grandes entreprises y ont pris part. Les participants représentent l'ensemble des grandes industries de l'économie suisse.

La Deloitte CFO Survey est rédigée et produite par Dr. Michael Grampp, Chief Economist, et Dennis Brandes, Senior Economic Analyst, Deloitte.

Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net, obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage de celles donnant une réponse positive. Les réponses qui ne sont ni positives ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations concernant les questions ne figurant pas dans ce sondage.



Contacts et auteurs

Contacts

Thierry Aubertin

Associé
Responsable Suisse romande
+41 58 279 80 15
thaubertin@deloitte.ch



Alexandre Buga

Associé
Audit & Risk Advisory
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch



Jean-François Lagassé

Associé Responsable
Financial Advisory
+41 58 279 81 70
jlagasse@deloitte.ch



Auteurs

Dr. Michael Grampp

Chief Economist
and Head of Research
+41 58 279 6817
mgrampp@deloitte.ch
Suivez-moi sur Twitter
@michaelgrampp



Dennis Brandes

Senior Economic Analyst
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch



Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

La Deloitte CFO Survey est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.

Participation à notre étude et accès aux précédentes enquêtes

Si vous souhaitez participer à notre étude, ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch

Tous les résultats de cette étude depuis le troisième trimestre 2009 sont consultables sur notre site Internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey

Notes

Notes

La présente publication a été rédigée en des termes généraux et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NWE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NWE LLP, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).